



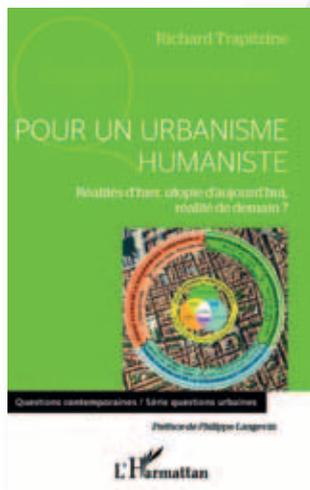
LES COBATYSTES PUBLIENT

POUR UN URBANISME HUMANISTE

Réalités d'hier, utopie d'aujourd'hui, réalité de demain ?

Ingénieur géomètre, Docteur en urbanisme et Cobatyste bien connu (Association Pays d'Aix Vitrolles), Richard Trapitzine a récemment publié un livre qui plaide pour placer l'homme au cœur de la fabrique de la ville. Pour cet « urbaniste de terrain », on ne pourra résoudre les violences urbaines et les fractures sociales et territoriales qu'en mettant concrètement en œuvre un urbanisme humaniste fait de pédagogie, de concertations et de participations citoyennes.

Questions à Richard Trapitzine.



Pourquoi ce livre ?

Arrivé à un âge où il faut laisser place aux plus jeunes, j'ai éprouvé le besoin d'écrire ce que 60 ans de vie professionnelle m'avaient inspiré. Ce besoin s'est révélé au lendemain des attentats de 2015 et en voyant le climat de violences urbaines qui règne dans certains quartiers. Je me suis alors posé la question de savoir si l'urbanisme de nos villes n'en était pas en partie responsable.

J'ai eu l'occasion de piloter de nombreux projets d'aménagement de quartiers, de conseiller et d'accompagner des collectivités locales dans l'élaboration de leurs documents de planification et dans leurs prises de décision. Par

EDITIONS L'HARMATTAN

RICHARD TRAPITZINE
COBATY PAYS D'AIX VITROLLES

mon statut libéral, mes missions ont toujours été à l'interface des opérateurs, des collectivités et des administrations, ainsi qu'avec le monde universitaire et associatif. Fort de l'expérience accumulée, observateur attentif des modes de fabrication de la ville, je me suis senti autorisé à écrire ce livre pour tirer les enseignements de ces 100 dernières années d'urbanisme et tenter de remettre un peu plus d'humain dans les lieux de vie.

A qui s'adresse le livre ? Aux professionnels chargés de « faire » la ville ou aux habitants eux-mêmes ?

Mon ouvrage s'adresse aux responsables politiques, aux professionnels de l'urbanisme et du cadre de vie, à l'ensemble du corps enseignant et aux universitaires, formateurs aux métiers de l'urbanisme, au monde associatif et surtout aux citoyens pour qu'ils cessent d'être des sujets et participent activement en acteur responsable à la construction de leur cadre de vie.

Apprendre à faire la ville, à la respecter, devrait faire partie, dès l'école, de l'apprentissage de la démocratie et des valeurs républicaines.

La première partie est consacrée à l'histoire de « l'aménagement » depuis un siècle. Pourquoi ?

Parce qu'il est illusoire de se projeter dans l'avenir sans savoir d'où l'on vient, connaître ses racines pour mettre à profit l'expérience acquise.

Depuis la fin du XIX^{ème} siècle, quatre grands courants ont marqué les évolutions de notre urbanisme. Peut-on les résumer en quelques mots ?

Ces quatre grands courants nous ont, au fil des lois et des règlements, conduit dans l'impasse urbaine que nous subissons.

- **Le courant progressiste et hygiéniste**, enfant de la révolution industrielle, a pris corps à la fin du XIX^{ème} siècle. Il est à l'origine de notre urbanisme moderne au travers de la loi du 14 mars 1919, dite loi Cor-

nudet du nom de son rapporteur, dont on va célébrer le centenaire. A l'époque, il fallait accueillir les nouveaux urbains venant du monde rural attirés par les activités industrielles, artisanales et commerciales et également reconstruire les régions du nord et de l'est frappées par la guerre 1914-1918. La loi Cornudet avait pour but d'organiser le développement des villes de plus de 10 000 habitants en les dotant d'un plan d'aménagement, d'embellissement et d'extension, devant servir de référence.

- **Le courant fonctionnaliste** dit des Architectes modernes dont l'acte de reconnaissance fut la Charte d'Athènes (1933) portée par Le Corbusier jusque dans les années 60. Ce courant, très influencé par le nouveau matériau béton, proposait des formes simples, dépouillées des éléments décoratifs en usage au siècle précédent. Il inspira l'architecture art-déco et surtout les grands ensembles des années 60, tant décriés de nos jours.

- **Le courant planificateur** de la V^{ème} République est à l'origine de la DATAR. Il imposa un cadre planificateur à chaque commune et produisit ce que l'on nomma l'urbanisme de zoning. La loi du 31 décembre 1967 précisa le contenu des POS et des SDAU (Schémas directeur d'aménagement et d'urbanisme).

- **Le courant environnementaliste** est né avec le premier choc pétrolier (1973). Très influencé par les écologistes, il a trouvé sa légitimité à la suite du Sommet de la Terre (1992) qui précisa le concept de développement durable. Depuis le début du XXI^{ème} siècle en matière d'urbanisme et d'architecture, primauté est accordée à l'environnement. Si bien que de nos jours juridisme et environnementalisme sont devenus les deux mamelles de l'urbanisme, en oubliant que l'urbanisme doit avant tout être créateur de bien être social.

Pourquoi la politique de la mixité sociale prônée par les Gouvernements successifs a-t-elle échoué dans les cités ?

Les raisons sont d'ordre économique au départ, social ensuite, pour devenir en plus de nos jours sécuritaire. Elles sont en partie liées aux flux migratoires. Elles concernent la cohabitation, l'instruction, l'éducation de populations d'origine ethnique très diverses et surtout culturelles, sujet tabou dans le domaine de l'urbanisme. J'aborde ces sujets sans prétendre détenir de réponses magiques mais pour éveiller les consciences et ouvrir un débat.

En tant qu'urbaniste de terrain, je tente d'y apporter des réponses partielles par l'éducation, la pédagogie, la concertation, la motivation des individus et des familles pour les rendre solidaires et respectueux du bien commun. Ce travail ne pourra trouver de réponses sociétales que sur le très long terme. Globalement la réponse, si elle existe, sera avant tout politique.

Le grand message de l'ouvrage est de réintroduire l'humain dans l'urbanisme. Mais comment y parvenir sans exclure les décideurs et leurs conseillers dont c'est la mission ?

La préoccupation de l'humain dans la société ne devrait pas être réservée à des sachants ou des experts. Elle est affaire de tous. Il appartient aux élus d'en prendre conscience et de favoriser des démarches participatives pour que leurs décisions soient partagées par le plus grand nombre.

L'urbanisme humaniste ne peut-être le résultat que d'une œuvre collective, collaborative et partenariale. Comment arriver à ce résultat ?

C'est ce que propose la dernière partie de l'ouvrage en commençant par refonder les pratiques de nos conceptions

urbaines, en donnant la parole aux citoyens par l'intermédiaire des élus locaux. Il en va de la légitimité de l'action publique et du bon fonctionnement de la démocratie

Mais faire évoluer les mentalités pour que les habitants aient envie de s'approprier leur ville n'est-ce pas le plus difficile ?

Certes ce ne sera pas facile. De nos jours les démarches en matière d'urbanisme résultent de postures politiques. Les concertations ne s'apparentent souvent qu'à des séances d'informations.

Un jeune de 12 ans est un électeur en herbe. Il nous faut privilégier la participation citoyenne pour sensibiliser les individus aux problèmes de la ville et cela dès l'école.

Les flux migratoires et ses conséquences ne risquent-ils pas d'entraver l'urbanisme humaniste ?

Effectivement c'est un risque, mais ne pas tenter d'y remédier, c'est condamner nos populations à demeurer des sujets qui se contentent de mettre un bulletin dans l'urne tous les six ans et finissent par se désintéresser du bien commun. Il en va à terme du maintien de nos principes laïques et démocratiques fondateurs de notre République.

Pour parvenir à un urbanisme humaniste, la démonstration s'appuie sur la « roue de la gouvernance territoriale ». C'est quoi, cette roue ?

Cette roue est un support pédagogique de mon invention. Elle présente les six phases théoriques de la transformation de l'espace, lesquelles correspondent deux par deux à trois phases de la gouvernance territoriale par le pouvoir politique. Chaque action ou décision sur l'une des phases vient interroger toutes les autres. Cette roue démontre le caractère dyna-

mique et systémique de l'urbanisme. Elle ne s'arrête jamais de tourner.

Quel rôle pour la société civile, dont fait partie Cobaty, dans la démarche de conception urbaine proposée dans l'ouvrage ?

La société civile est la grande absente des débats dans la fabrication de la ville. Le projet politique, d'avenir, de vie que propose l'ouvrage devrait précéder la planification et servir de vigie pour guider les évolutions de nos territoires. Ce serait le moyen de faire participer les acteurs de la société civile et ceux de l'acte de bâtir en particulier à la construction du cadre de vie des futures générations.

Cette société civile attend trop que les choix lui soient imposés. Elle devrait être force de propositions, se faire entendre en amont des décisions pour ne pas finir par se plaindre en aval.

Dans un monde où le « moi » domine de plus en plus le « nous », faire société en ville n'est-elle pas une utopie ?

C'est « la » question posée par le sous-titre de l'ouvrage : « Réalités d'hier, utopie d'aujourd'hui, réalité de demain ? » Il appartient aux politiques d'en donner la réponse en ajoutant une dose de démocratie participative à leur dominante démocratie représentative.

A la fin du livre, il est écrit que la vérité en urbanisme n'existe pas. N'est-ce pas un peu désespérant ?

C'est au contraire ce qui rend l'urbanisme passionnant. Faire la ville c'est chercher à anticiper les besoins de la société pour organiser les territoires de vie humaine. C'est rendre réaliste ce qui peut paraître une utopie. Mon ouvrage en est l'illustration. « Saint Jules Verne » devrait être le patron des urbanistes...